

Acheteur public :

Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Direction service :

Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer de Saint-Pierre et Miquelon

Cahier des clauses administratives et techniques particulières

Numéro de la consultation : [2025_DTAM_SRCB_Tractopelle](#)

Objet de la consultation : [Fourniture et livraison d'une chargeuse pelleuse neuve](#)

Procédure de passation : **Appel d'offres ouvert défini aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.**

Sommaire

1. IDENTIFICATION.....	4
2. OBJET DU MARCHÉ.....	4
3. ALLOTISSEMENT.....	4
4. FORME DU MARCHÉ.....	4
1.1 Prestations supplémentaires.....	5
5. ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	5
6. DURÉE DU MARCHÉ.....	5
6.2. Cadre général.....	5
6.3. Reconduction du marché.....	5
6.4. Fractionnement des prestations.....	5
Sans objet.....	5
7. LIEU D'EXÉCUTION.....	5
8. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.2. Représentation des parties.....	6
c) Représentation de l'acheteur.....	6
d) Représentation du titulaire.....	6
9.3. Conditions d'exécution.....	6
c) Délais d'exécution.....	6
d) Les exigences relatives aux prestations.....	7
9.4. Obligations du titulaire.....	7
c) Obligation de conseil.....	7
d) Obligation d'information.....	7
e) Mesures de sécurité.....	7
f) Responsabilité du titulaire.....	7
9.5. Clauses sociales.....	8
9.6. Clauses environnementales.....	8
9.7. Confidentialité et secret des affaires.....	8
9.8. Conflit d'intérêt.....	8
9.9. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI.....	8
9.10. Clauses de réexamen.....	9
9.11. Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	9
c) Contrôle.....	9
d) Opérations de vérification.....	9
e) Décision après vérifications.....	9
9.12. Garanties.....	9
9.13. Primes.....	10
9.14. Pénalités.....	10
c) Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	10
d) Plafonnement des pénalités.....	11
e) Seuil d'exonération des pénalités.....	11
10. RÉGIME FINANCIER.....	11
10.2. Forme et contenu des prix.....	11
10.3. Variation des prix.....	12
10.4. Avances.....	12
10.5. Modalités financières.....	12
c) Répartition des paiements.....	12
d) Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s).....	13
e) Intérêts moratoires.....	13
10.6. Modalités de facturation.....	13
c) Mentions obligatoires.....	13
Un double des factures doit être transmis au bureau en charge de l'exécution du marché.....	14
d) Taux de TVA.....	14

e) Frais particuliers.....	14
f) Monnaie.....	14
g) Transmission des factures.....	14
10.7. circonstances imprévisibles.....	15
11. DISPOSITIONS DIVERSES.....	16
11.2. Échanges dématérialisés.....	16
11.3. Langue.....	17
11.4. Assurances.....	17
11.5. Autres obligations administratives.....	17
11.6. Résiliation.....	18
11.7. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	18
11.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	18
11.9. Différends.....	21
11.10. Litiges et contentieux.....	21
12. CLAUSES TECHNIQUES.....	21
1.2 DONNÉES TECHNIQUES MINIMALES :.....	22
1.3 PRESTATION A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE.....	22
1.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	23
13. DÉROGATIONS.....	23

1. IDENTIFICATION

Pouvoir adjudicateur	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de la Transition Ecologique et de la cohésion des Territoires (MTECT) Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer (DTAM)
Adresse du pouvoir adjudicateur	DTAM Boulevard Constant Colmay BP 4217 97500 Saint-Pierre
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Madame Patricia BOURGEOIS Directrice
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à R2191-62 du Code de la commande publique	Direction des Territoires, de l'Alimentation et de la Mer (DTAM) Service routes, constructions, bâtiments (SRCB) Unité Parc et Mines
Courriels	upm.srcb.dtam-975@equipement-agriculture.gouv.fr

2. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet : La fourniture et la livraison d'une chargeuse pelleteuse à pivot central neuve, destinée au district routier, service routes, constructions, bâtiments (SRCB) de la direction des territoires de l'alimentation et de la mer à Saint Pierre et Miquelon.

Le marché est un marché de Fournitures .

Code(s) CPV de la consultation : 43251000-7 Chargeuses à benne frontale à pelle rétrocaveuse

3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti. La nature des prestations ne permet pas l'allotissement.

4. FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est lancée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.1 Prestations supplémentaires

Les candidats **doivent** chiffrer les seules prestations supplémentaires de l'article 12, 1.4 du présent CCATP.

5. ÉTENDUE DU MARCHÉ

Sans objet

6. DURÉE DU MARCHÉ

6.2. Cadre général

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

6.3. Reconduction du marché

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

6.4. Fractionnement des prestations

Sans objet

7. LIEU D'EXÉCUTION

Saint Pierre et Miquelon

8. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCTAP), et ses éventuelles annexes
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- l'offre technique et financière du titulaire

9. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.2. Représentation des parties

c) Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

d) Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné. Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.3. Conditions d'exécution

c) Délais d'exécution

Le délais d'exécution est fixé par le titulaire dans l'article B5 de l'acte d'engagement

Le délai proposé par le candidat ne doit pas être supérieur au délai plafond de 12 mois.

Le point de départ du délai d'exécution est la notification du marché, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

d) Les exigences relatives aux prestations

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant exécute les tâches essentielles suivantes :

- s'assure du bon fonctionnement du matériel,
- assure, à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire :

- s'assurer du bon fonctionnement du matériel,
- assurer, à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

9.4. Obligations du titulaire

c) Obligation de conseil

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

d) Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

e) Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

f) Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.5.Clauses sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales

9.6.Clauses environnementales

Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales.

9.7.Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

9.8.Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.9. Dispositions spéciales relatives à l'IMPI

Le présent marché est concerné par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI), créé par le règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022.

En application de l'article 8 dudit règlement, l'acheteur s'assure, tout au long de l'exécution du présent marché de fournitures, que les biens ou les services fournis et originaires du pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI ne représentent pas plus de 50 % de la valeur totale du marché.

Pour ce faire, tout au long du marché et en référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire est tenu de fournir toute preuve adéquate permettant à l'acheteur d'apprécier l'origine des fournitures.

Pour ce faire, et en application de l'article 2 du Règlement visé ci-dessus, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur :

o les documents attestant quels biens sont originaires de l'Union et quels bien sont originaires d'un pays tiers ;

o une description des procédés de fabrication, y compris échantillons, descriptions ou photographies, des biens fournis ;

o un extrait de registres pertinents ou d'états financiers pour l'origine des services, y compris un numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Le titulaire est tenu de fournir ces documents autant de fois que l'acheteur en fait la demande.

9.10. Clauses de réexamen

Sans objet

9.11. Constatation de l'exécution des prestations et admission

c) Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

d) Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

e) Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.12. Garanties

La tractopelle sera garantie pièces et main-d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an minimum à compter de la date de constat d'aptitude.

Pendant cette période, le titulaire assurera à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.13. Primes

Sans objet.

9.14. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, l'acheteur peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de 200 euros par jour de retard constaté.

Les autres pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. A compter de 12 mois et 1 jour.

c) Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard : Sur la livraison de l'engin

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

d) Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné. Le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. .

e) Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché

10. RÉGIME FINANCIER

10.2. Forme et contenu des prix

Le prix forfaitaire est détaillé dans le devis annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS

10.3. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement (ATTR11). Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m0)

Prix fermes :

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

10.4. Avances

Sous réserve des conditions prévues aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le taux de l'avance est fixé à 30 %, elle est calculée, en fonction de la durée du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le bénéfice de l'avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

10.5. Modalités financières

c) Répartition des paiements

Les prestations font l'objet d'un règlement unique et définitif sur présentation du service fait par l'acheteur.

d) Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

e) Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics . La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.6. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

c) Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La référence et l'objet du marché ;
- La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- Le code SIRET de l'Etat : 13001421000012
- Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : PRFPLTF975
- Une description sommaire des prestations effectuées ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- Le prix unitaire des prestations
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération. Le montant de l'avance éventuellement versée ;

- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- **Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires**

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévu à l'article L .2192-13 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Un double des factures doit être transmis au bureau en charge de l'exécution du marché.

d) Taux de TVA

La TVA ne s'applique pas à Saint-Pierre et Miquelon.

e) Frais particuliers

Les éventuels frais de douane et d'octroi de mer sont à la charge du titulaire

f) Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

g) Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.7. circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un acte modificatif signé par les deux parties.

La durée de cet acte modificatif est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'acte modificatif.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.2. Échanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil d'acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché

11.3. Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.4. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.5. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public

(notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.6. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

11.7. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.8. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution. **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des

moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG FCS), et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

11.9. Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux

marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.10. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Saint-Pierre et Miquelon

Place Lieutenant Colonel Pigeaud

97500 SAINT PIERRE

Téléphone : 0508 41 10 30 Télécopieur : 0508 41 27 12

Courriel : courrier@spm975.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <https://saint-pierre-et-miquelon.tribunal-administratif.fr>

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

12. CLAUSES TECHNIQUES

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES MINIMALES

Fourniture d'une chargeuse pelleteuse (Tractopelle) au SRCB - Unité District Routier de la DTAM à Saint-Pierre

Le marché comprend la fourniture et la livraison au parc et mines de la DTAM à Saint-Pierre en bon ordre de marche, d'une chargeuse pelleteuse à pivot central (tractopelle) neuve selon les caractéristiques techniques minimales précisées ci-après, y compris les taxes, frais de transport, et toutes sujétions.

1.2 DONNÉES TECHNIQUES MINIMALES :

- Chargeuse pelleteuse à pivot central (tractopelle) neuve,
- Motorisation diesel,
- Puissance moteur 82 Kw (110ch),
- 4 roues motrices,
- Transmission PowerShift,
- Poids en ordre de marche 7 830 Kg,
- Capacité du godet de la chargeuse 1 m³ usage industriel,
- Bras télescopique, profondeur de creusage fond plat de 610 mm déployé 5,98m / rétracté 4,28m,
- Profondeur de fouille max SAE déployé 6,00 m / rétracté 4,30m,
- Portée à partir du centre de l'axe de pivotement déployé 6,65m / rétracté 5,32m,

- Godet de pelle rétro 305 mm à usage robuste avec attache rapide hydraulique,
- Godet de pelle rétro 610 mm à usage robuste avec attache rapide hydraulique,
- CIRCUITS HYDRAULIQUES AUXILIAIRES pour utilisation d'accessoires AV et AR,
- Protection de roche stabilisateur,
- Attache rapide chargeuse pour utilisation d'accessoires tels que : pelle à neige, fourches...
- Cabine complètement fermée, isolée, cadre ROPS/FOPS,
- Siège à suspension pneumatique avec revêtement en tissu ou vinyle, avec accoudoirs,
- Ceinture de sécurité à enrouleur,
- Radio avec haut parleur,
- Emplacement et prise 12 volts pour installation d'un radio de communication.

1.3 PRESTATION A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

- Le fournisseur doit s'assurer du bon fonctionnement du matériel
- Les conditions de garanties des prestations sont les suivantes :

La tractopelle est garantie pièces et main-d'œuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an minimum à compter de la date de constat d'aptitude.

Pendant cette période, le titulaire assure, à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.

Documentation à fournir : format papier , CD ou autres

- Manuel d'utilisation,
- Manuel d'entretien et de réparation,
- Catalogue de pièces détachées avec vues éclatées et références,
- Schéma électrique,
- Schéma hydraulique.

1.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

- PSE 1 : Pelle à neige complète de 11 pieds avec coupleur rapide
- PSE 2 : Système d'inclinaison et rotation pour rétrochargeuse, permettant une rotation de 360 degrés et une inclinaison de 45 degrés dans toutes les directions. Ce système permet d'incliner et faire pivoter facilement les accessoires en fonction des besoins, quelle que soit la position de la machine.

13. Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCTAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
9-14	14.1.1	
9-14-d	14.1.2	
9-14-e	14.1.3	